

# ACTION URGENTE

## LE CAS D'UNE BIBLIOTHÉCAIRE EST RENVOYÉ POUR COMPLÉMENT D'ENQUÊTE

**Le 15 août, le parquet général de Moscou a refusé de signer l'acte d'inculpation de Natalia Charina et l'affaire a été renvoyée pour complément d'enquête. Il est probable que le placement de Natalia Charina en résidence surveillée soit prolongé vendredi 26 août. Amnesty International la considère comme une prisonnière d'opinion.**

Lundi 15 août, le parquet général de Moscou a refusé de signer l'acte d'inculpation de **Natalia Charina** et l'affaire a été renvoyée pour complément d'enquête. Cela se soldera cependant probablement par la reconduite de son placement en résidence surveillée.

Natalia Charina, directrice de la Bibliothèque de littérature ukrainienne, un organisme public, est placée en résidence surveillée depuis le 30 octobre 2015, après que des enquêteurs ont semble-t-il trouvé de la « littérature extrémiste » parmi une pile de livres qui n'avaient pas encore été indexés ni mis à la disposition des personnes inscrites à la bibliothèque. Le 5 avril 2016, quelques semaines avant que son placement en résidence surveillée ne doive expirer, elle a été accusée d'avoir détourné des fonds de la bibliothèque (une infraction entrant dans la catégorie des crimes graves et passible d'une peine de prison maximale de 10 ans), et son placement en résidence surveillée a été prolongé jusqu'au mois de juillet. Le 27 juillet, sa détention a de nouveau été reconduite jusqu'au 29 août.

Natalia Charina souffre d'hypertension et les demandes répétées visant à obtenir qu'elle puisse sortir marcher pour des raisons de santé ont été rejetées. Elle ne peut communiquer qu'avec son avocat et les parents proches avec lesquels elle vit, et ne peut utiliser ni Internet ni son téléphone, sauf pour appeler une ambulance. La fille de Natalia Charina a expliqué que son état de santé se détériore et qu'elle n'est pas autorisée à recevoir de soins de santé adéquats.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en russe, en anglais ou dans votre propre langue :**

- saluez la décision du parquet général de Moscou de ne pas approuver l'acte d'accusation de Natalia Charina, et exhortez les autorités à abandonner les poursuites infondées engagées contre elle ;
- appelez les autorités russes à libérer immédiatement et sans condition Natalia Charina, qui a été arrêtée pour n'avoir fait qu'exercer pacifiquement ses droits ;
- demandez-leur de garantir qu'elle puisse bénéficier librement de services de santé tant qu'elle se trouve en résidence surveillée.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 6 OCTOBRE 2016 À :**

Procureur général de Russie

Yurii Yakovlevich Chaika  
Prosecutor General's Office  
ul. B. Dmitrovka, d.15a  
125993 Moscow GSP- 3  
Russie

Fax : +7 495 987 5841 / +7 495 692 1725

**Formule d'appel : *Dear Prosecutor General, / Monsieur le Procureur général,***

Président du Comité d'enquête de la Russie

Aleksandr Ivanovich Bastrykin  
Tekhnicheskii pereulok, dom 2  
105005 Moscow  
Russie

Fax : +7499 265 9077 / +7499 265 9775

**Formule d'appel : *Dear Chairman, / Monsieur,***

Médiatrice des droits humains de la Russie

Tatiana Nikolaevna Moskaikova  
ul. Miasnitskaia, 47  
107084, Moscow  
Russie

Fax : +7 495 607 7470 / +7 495 607 3977 (pour vérifier si le fax a été reçu : +7 495 607 1854)

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Russie dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :**

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la deuxième mise à jour de l'AU 261/15. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/EUR46/3849/2016/fr/>

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## LE CAS D'UNE BIBLIOTHÉCAIRE EST RENVOYÉ POUR COMPLÉMENT D'ENQUÊTE

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Natalia Charina travaille comme bibliothécaire depuis 1981, après avoir obtenu un diplôme à la faculté de philologie de l'université fédérale d'Extrême-Orient de Vladivostok. En 1986, elle a déménagé à Moscou avec sa famille, et a continué à travailler dans diverses bibliothèques. En 2006, elle a été nommée directrice de la Bibliothèque de littérature ukrainienne, un organisme public situé à Moscou.

L'enquête visant Natalia Charina a été ouverte en octobre 2015 après le dépôt d'une plainte par un ancien employé de la bibliothèque qui avait été licencié en 2010. Natalia Charina avait initialement été inculpée en vertu de la législation relative à la lutte contre l'extrémisme, pour avoir distribué des documents imprimés diffusant une « propagande anti-russe et anti-Russie » : les enquêteurs auraient trouvé des œuvres du nationaliste ukrainien Dimitri Kortchinski dans une pile de livres qui n'avaient pas encore été indexés ni mis à la disposition des personnes inscrites à la bibliothèque. Natalia Charina a nié que ces livres appartenaient à la bibliothèque et a affirmé qu'ils avaient été placés là en secret par des responsables de l'application des lois.

Le 5 avril 2016, Natalia Charina a été accusée de détournement de fonds : elle aurait détourné des fonds de la bibliothèque afin de payer un avocat pour la défendre dans le cadre de poursuites infondées engagées à son encontre en 2011 et 2013. Les fonds qu'elle aurait utilisés étaient ceux que la bibliothèque verse comme salaires à ses juristes. Son avocat actuel affirme que cette inculpation est dénuée de tout fondement, d'une part parce qu'elle a réglé ses dépenses judiciaires avec son propre argent, et d'autre part parce que les avocats de la bibliothèque n'avaient pas de licence pour la représenter au tribunal.

Durant une audience le 27 juillet, le juge aurait demandé à Natalia Charina pourquoi elle était si mécontente de son placement en résidence surveillée, ajoutant que « j'ai vu ici [d'autres] prisonnières qui ont sauté de joie lorsqu'elles ont été mises en résidence surveillée. » Le juge a ensuite déclaré que « ce temps sera de toute façon compté » dans la peine de Natalia Charina. Cette remarque a amené la famille et les soutiens de Natalia Charina à se demander si la décision relative à son cas avait déjà été prise.

La santé de cette femme et la possibilité pour elle de recevoir des soins médicaux adaptés suscitent de fortes inquiétudes. Sa fille a déclaré à Amnesty International que Natalia Charina a besoin d'une opération chirurgicale à la colonne vertébrale. Pour que celle-ci puisse avoir lieu, elle a besoin des résultats de son IRM, qui se trouvent au tribunal de l'arrondissement de Taganski à Moscou depuis le 30 octobre 2015, quand Natalia Charina a demandé pour la première fois la permission de sortir marcher. En juin 2016, Natalia Charina a déposé une demande auprès du tribunal afin d'obtenir les résultats de cet examen. La personne assurant le secrétariat a cependant refusé de les lui remettre, au prétexte que « tout le personnel est en congés ».

Nom : Natalia Charina  
Femme

Action complémentaire sur l'AU 261/15, EUR 46/4710/2016, 25 août 2016